

La Provence Dimanche 21 octobre 2018

# Balance ton porc, me too: la cause a-t-elle avancé?

Les communications récentes faites autour des violences - me too, Balance ton porc, le manifeste de Muriel Robin... - sont des actions qui encouragent les victimes à révéler les violences faites aux femmes, à sortir de leur silence. Toutefois, les moyens pour les accompagner restent insuffisants. Toujours pas assez de places d'hébergements ou d'accompagnement vers le logement adaptés aux besoins. Pourtant, le 5ème plan de mobilisation et de lutte contre toutes les violences faites aux femmes 2017-2019 mentionne un total de 361 places d'hébergement d'urgence dédiées aux femmes victimes de violences en Paca.

Pour rappel, 223 000 femmes sont victimes de violences en France. 185 000 femmes âgées de 18 à 75 ans sont victimes d'agressions sexuelles chaque année, 62 000 de viols ou tentatives de viol. La complexité de se dire victime d'agressions sexuelles, alors que l'auteur est son compagnon ou une personne connue, participe au repli. Les agressions sexuelles commises par un inconnu concernent chaque année un peu moins d'une victime sur cinq (18 %). Dans beaucoup de situations, le lien avec l'auteur surajoute à la difficulté pour en parler. Pour le harcèlement au travail, la violence conjugale et le mariage forcé, les femmes seraient en capacité de dénoncer l'auteur clairement identifié, et pourtant. Dans la réalité, les femmes sont toujours confrontées à la réponse du 115, qui est saturé et ne peut plus proposer de places. Il est grand temps de repenser l'hébergement de ces femmes sous la forme d'un refuge. Actuellement, elles intègrent le système CHRS (Centre d'hébergement et de réinsertion sociale) qui est bien pensé



**ISABELLE CHAUME**  
Chargée de mission  
SOS Femmes 13

pour un public en errance, mais pas pour des femmes victimes de violences. Cette configuration fait qu'elles repoussent le départ du domicile, surtout si elles ont des enfants. On sait que les victimes après les faits effectuent des démarches : 20 % des femmes consultent un psychiatre ou un psychologue, 10 % un médecin, 14 % ont vu la police ou gendarmerie, 12 % parlé à un service social, 8 % appelé un numéro vert "d'aide aux victimes" et 6 % rencontré une association. Facilitons l'accès à des formations pour tous ces professionnels, de santé notamment. On tient là un axe de bataille réalisable.

Colloque à Avignon, le 13 novembre. Entrée gratuite. Formation destinée uniquement aux professionnels de santé. Inscription : [colloque.feminaicare@sosfemmes.org](mailto:colloque.feminaicare@sosfemmes.org). Programme consultable sur le site SOS Femmes 13.